

Un débat et une perspective : celle de l'émancipation

Pont l'Abbé le vendredi 27 avril 2018

Belle soirée des cellules réunies de Pont-l'Abbé, Plozévet et du Cap-Sizun pour faire un état des lieux de la situation politique et envisager le prochain congrès du Parti. De riches échanges ont permis, avant le buffet campagnard, d'avancer une réflexion insuffisamment ouverte dans le cadre des chantiers proposés pour préparer ce congrès : celle de l'émancipation.

Le propos liminaire ainsi que les interventions qui l'ont suivi ont fait un état des lieux de la situation politique actuelle. Le futur congrès du Parti devra en tenir compte. Cet état des lieux peut se décliner en quatre points.

La politique gouvernementale menée depuis l'élection du Président Macron ainsi que les lois votées au parlement sont caractérisés par de réelles régressions sociales et culturelles. Qu'il s'agisse de la loi travail, celle sur la justice, celle pour un nouveau pacte ferroviaire ou celle relative à l'immigration, toutes sont marquées du sceau de l'injustice et de la fragilisation de droits des plus faibles. Ce sont ainsi des points concrets sur lesquels chaque communiste peut s'appuyer pour dénoncer et lutter contre la politique capitaliste néolibérale. Il s'agit de convaincre point par point, exemple après exemple sur ce qui se joue.

Cette politique s'accompagne d'une véritable violence anti-démocratique. Le choix des ordonnances pour faire passer le projet de loi Travail, la réforme institutionnelle prévoyant la diminution du nombre des députés, les réformes territoriales en cours voyant se mettre en place les regroupements de communes ou les pôles métropolitains comme celui de Cornouaille sont autant de coups donnés au débat démocratique.

Le travail de conviction est difficile, il n'est qu'à voir, selon les sondages, le soutien apporté au Président alors que le discours de résistance ne cesse de l'identifier comme le Président des riches, voire des très riches. La bataille idéologique semble perdue. Reste pour tous à lutter malgré tout pour maintenir encore vivante la flamme d'une transformation permettant de dépasser le capitalisme. Cette lutte passe pour certains par la participation aux initiatives de résistance d'où qu'elles viennent de la gauche, pour d'autres par la mise en avant d'actions à l'initiative principale du parti. Des approches différentes dont les débats risquent de capter l'essentiel de l'énergie de résistance des camarades.

Cette énergie, en effet, est-elle bien mobilisée pour mener la bataille de la conviction, celle que nous ne devons pas abandonner quelque-soit le contexte, sa difficulté et sa complexité ? « *Nous raisonnons comme il y a 10 ans* ». Il nous faut un parti avec « *une ligne claire* » et ce n'est pas le cas. « *La direction actuelle en porte une lourde responsabilité* ». Confrontés à des perspectives aux espoirs mal identifiés, les propos sont un peu amers.

Quelle pourrait bien être cette « *ligne claire* », identifiable par toutes et tous, porteuse d'une dynamique nouvelle adaptée au 21^{ème} siècle tout en étant fondée sur les idéaux et les principes qui nous animent ? Ne serait-elle pas celle de **l'émancipation** ?

Car si nous regardons de près l'ensemble des réformes prises par les tenants du capitalisme néolibéral celles-ci révèlent bien des décisions de domination. Domination des plus riches sur les moins riches et les plus pauvres, domination d'une politique de l'austérité imposée par l'économie financiarisée sur la vie des gens dans leur rapport à la santé, à la justice ou à l'école, domination par la décision de transférer les services publics au secteur marchand et concurrentiel. Au de-là de la succession de ces exemples, c'est de cette domination dont nous devons faire prendre conscience dans notre entreprise de conviction politique pour permettre individuellement et collectivement de s'en libérer.

Comment y parvenir ? Une politique globale, clairement affirmée d'émancipation, selon le sens premier de ce mot renvoyant à la désaliénation, loin du « *hold-up sémantique* » opéré aujourd'hui par le capitalisme l'assignant uniquement au développement individuel est, me semble-t-il, une des clefs essentielle à envisager.

Cette hypothèse d'un combat politique porté par l'émancipation entendue comme désaliénation individuelle et collective de réalités perçues comme naturelles impose de penser l'Ecole, et non seulement l'éducation populaire ou l'accès à la culture, comme le cœur de ce combat.

Les conditions d'une Ecole au service de cette ambition mais également sa réalité actuelle identifiée en tant que force pour notre militantisme sont pour cela à exprimer et à partager largement. Seule cette entreprise d'explicitation permettra de dépasser le débat reconnu comme stérile entre « *transformisme scolaire* » et « *lutte des classes* » ainsi que la conviction que l'Ecole est d'abord un « *rouage idéologique* » indépassable. Aujourd'hui, je regrette pour ma part qu'aucun chantier de préparation du Congrès du Parti ne soit consacré clairement à cette question des enjeux scolaires de l'émancipation. Seule une journée d'Etude du Réseau Ecole programmée le 26 mai prochain abordera cette question en affirmant très justement que « **les questions éducatives constituent un enjeu stratégique pour la contestation de l'hégémonie libérale** ».

Sans entrer ici dans une argumentation approfondie des réalités de l'Ecole, aujourd'hui, potentiellement porteuses de transformations ni dans celle des conditions d'une ambition émancipatrice pour demain, voilà, pour autant, quelques pistes qui permettront, peut-être, de dresser des perspectives et d'ouvrir le débat.

Le capitalisme a pris conscience à la fin du 20^{ème} siècle (Stratégie de Lisbonne – 2000) de l'importance de la connaissance comme moteur d'une économie de plus en plus technicisée jusqu'à la nécessité de maîtriser des systèmes complexes imposant des prises de décisions en action. Il a promu le développement de savoirs, qualifiés de compétences, en situation d'apprentissage. Il l'a imposé aux systèmes éducatifs, en France en 2005 via le socle commun de connaissances et de compétences.

Les résistances fortes à cette approche des savoirs par compétences et non plus par thématiques disciplinaires ou interdisciplinaires ont conduit à l'écriture d'un nouveau socle en 2013, retrouvant la dimension culturelle des apprentissages. Une pédagogie fondée sur l'approche culturelle de ces apprentissages est aujourd'hui mise en œuvre afin de construire ces compétences qui ne sont autres que des savoirs de pouvoir agir, comprendre et donc désaliéner. Une telle pédagogie émancipatrice n'est autre que celle promue par les progressistes du début du 20ème siècle, ceux de l'Ecole nouvelle, du plan Langevin-Wallon ou ceux qui, comme Vigotsky, communiste convaincu luttait contre Staline. Le capitalisme à la recherche d'une plus-value du côté de la connaissance s'est introduit dans un champ propre à notre militantisme qui, si nous refusons les injonctions ministérielles mettant en cause la liberté pédagogique, est à retrouver et à enrichir.

Ce champ est un réel champ de résistance d'autant qu'il existe dans chaque commune, ou presque, une école, un collège ou un lycée et que la politique actuelle d'autonomie pousse la déconcentration du système éducatif. Celle-ci permet en effet des initiatives au plus près du terrain associant les familles dans un cadre de programme qui reste encore, bien heureusement, national. Une telle résistance demande bien entendu à être soutenue fortement. Le réseau Ecole et sa publication « Carnets rouges » reconnue pour sa grande qualité par les professionnels sont en cela des outils primordiaux de militantisme au service du développement de politique émancipatrice dans les pratiques pédagogiques.

La réalité actuelle des réflexions menées par les acteurs de terrain de l'Ecole est un terreau pour ce militantisme porteur d'émancipation. L'inscription dans la loi sur la refondation de l'Ecole de juillet 2013, par les sénateurs communistes, du principe selon lequel « tous les enfants sont capables d'apprendre et de progresser » est une force pour ce combat. La place des connaissances et des savoirs dans notre quotidien inondé d'un flux de données et d'informations assénées sans relâche par les médias et les réseaux sociaux rend ce militantisme incontournable pour comprendre, agir, penser et s'emparer d'une citoyenneté que, comme nous l'avons évoqué précédemment, la politique d'appauvrissement démocratique électoral étouffe.

Ce militantisme de l'actuel seul capable de faire perdurer un esprit critique berceau indispensable à toute conscientisation aux aliénations toujours nouvelles, doit porter **une Ecole de l'émancipation individuelle et collective, condition de l'égalité**. Une telle Ecole nécessitera des moyens financiers, qu'il nous faut dès à présent, bien entendu, exiger mais soyons bien au clair : ce sont bien aux objectifs émancipateurs de cette Ecole pensés jusque dans les programmes et les pratiques pédagogiques que ces moyens devront être assignés.

Permettre à toutes et à tous de penser et de lutter contre l'hégémonie capitaliste passe par l'émancipation au sens marxiste de son acceptation. Pour cela, faire de la question éducative une focale essentielle de notre réflexion politique est une nécessité, voire une obligation. Elle seule permettra que perdurent des luttes pleines d'espoir et d'enthousiasme autour d'une ligne claire rassemblant le plus grand nombre dans une perspective indispensable de désaliénation.

Yves